Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !



n°241
16 novembre 2026
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Trump perd les élections, les capitalistes gardent le pouvoir

Éditorial des bulletins d'entreprises du 10 novembre 2026

Trump a reçu une claque électorale ! Et cela a fait plaisir à de nombreux Américains. Le Parti républicain a perdu sa majorité au Sénat et à la Chambre des représentants. Des millions d'Américains ont sanctionné la politique de Trump : la guerre contre l'Iran et le soutien aux massacres d'Israël à Gaza, la chasse brutale aux immigrés, les droits de douane qui ont fait grimper les prix. Mais aussi les attaques contre les programmes sociaux, qui ont privé des millions de personnes d'aides alimentaires.

Dans le pays le plus riche du monde, 50 millions de personnes sont confrontées à l'insécurité alimentaire et 27 millions d'Américains sont dépourvus de couverture médicale. Pendant ce temps, Trump étale la corruption de son clan au grand jour et fait construire une salle de bal à 600 millions de dollars !

Mais la victoire électorale des démocrates ne signifie pas la fin de la politique anti-ouvrière et agressive de l'État américain. Trump conserve la présidence, son administration et ses pouvoirs exécutifs. Surtout, le Parti démocrate a démontré, tout au long de son histoire, qu'il défend lui aussi les intérêts des capitalistes américains. Des présidents démocrates ont engagé les États-Unis dans les guerres de Corée et du Vietnam. De nombreux élus démocrates ont soutenu l'invasion de l'Irak et les ingérences en Amérique latine. Comme les républicains, ils défendent une politique belliciste contre la Chine.



Sous Obama et Biden, les expulsions de migrants étaient plus élevées que sous Trump, et le salaire minimum fédéral est resté bloqué au niveau misérable de 7,25 dollars de l'heure, tandis que les actionnaires des banques et des multinationales ont prospéré comme jamais.

Certains placent leurs espoirs dans l'élection de candidats dits « *socialistes* » ou bien « *progressistes* » au sein du Parti démocrate. Comme Abdul El-Sayed, partisan de l'assurance maladie universelle, élu sénateur du Michigan, ou Nithya Raman, élue maire de Los Angeles. Mais leur élection ne change rien de fondamental pour les travailleurs.

Ces élus promettent quelques réformes sociales ou la fin du soutien à Israël. Mais aucun ne cherche à remettre en cause le pouvoir des capitalistes. Ces promesses restent largement lettre morte. Élus, ils doivent composer avec le pouvoir des actionnaires des grandes entreprises, des banques et des fonds d'investissement. Ce sont ces détenteurs des capitaux qui décident des investissements et des licenciements, et qui pèsent sur les salaires. Ils financent aussi les campagnes électorales et disposent de nombreux relais au sein de la police, l'armée et des tribunaux.

À New York, le maire dit « *socialiste* » Zohran Mamdani est sous la pression des milieux financiers. Il a maintenu en poste la cheffe de la police particulièrement répressive. Ses mesures contre la hausse des loyers et pour taxer les résidences secondaires de luxe font face aux recours juridiques des riches propriétaires. Il a lui-même saisi la justice pour bloquer une prime de 10.000 dollars

destinée aux accompagnants d'élèves handicapés, pourtant votée par son conseil municipal !

Cette domination du grand patronat et des milieux financiers sur les décisions politiques ne s'arrête évidemment pas aux frontières américaines. En Belgique, c'est au nom de la *« confiance des marchés financiers »* que le gouvernement De Wever veut imposer 10 milliards d'euros d'austérité supplémentaires. Il est question de réduire les dépenses de sécurité sociale, d'augmenter la TVA ou de remettre en cause l'indexation. Le patronat exige que le gouvernement « *prenne ses responsabilités* » pour engager des mesures d'économies.

Pour tenter de faire accepter ces mesures auprès de la population, De Wever et son gouvernement nous rejouent la tragi-comédie des négociations budgétaires, en quatre actes. 1/ Chaque ministre fait mine de s'opposer aux mesures les plus impopulaires auprès de ses électeurs. 2/ De Wever dramatise le désaccord et présente sa démission au roi. 3/ Les politiciens multiplient les appels à la *« responsabilité »*. 4/ Le roi refuse la démission du Premier ministre. Tous les partis promettent de faire des *« compromis »* pour parvenir à un accord… donc d'accepter les mesures d'austérité !

Voilà comment, derrière le spectacle des querelles gouvernementales, s'exerce la dictature des marchés financiers !

Pour s'opposer aux politiques d'austérité, les travailleurs ne pourront pas s'en remettre à un *« bon »* politicien, aussi radical qu'il paraisse. Ils devront compter sur leurs propres luttes ! À l'image de la jeunesse qui se mobilise en France, en Italie, et en Serbie. Ou des habitants de Minneapolis, aux États-Unis, dont la mobilisation a fait reculer la police de l'immigration au début de l'année.

Leur société

MyPension : nos révoltes !

Le site internet MyPension.be permet désormais de savoir à partir de quand il sera possible de partir à la pension, au plus tôt, en tenant compte des nouvelles mesures du gouvernement.

Pour beaucoup de travailleurs, ça a été une douche froide. Ce qui leur avait été dit au début ou pendant leur carrière, sur l'impact du temps partiel ou sur la prise en compte des périodes d'invalidité, ne tient plus. Résultat : ils doivent maintenant travailler un, deux, trois ans de plus, parfois même quatre, cinq ou six.



Et pour connaître le montant de la pension, il faudra attendre le second semestre 2027. Mais avec des prix qui ne cessent d'augmenter, une chose est sûre : les pensions seront largement insuffisantes.

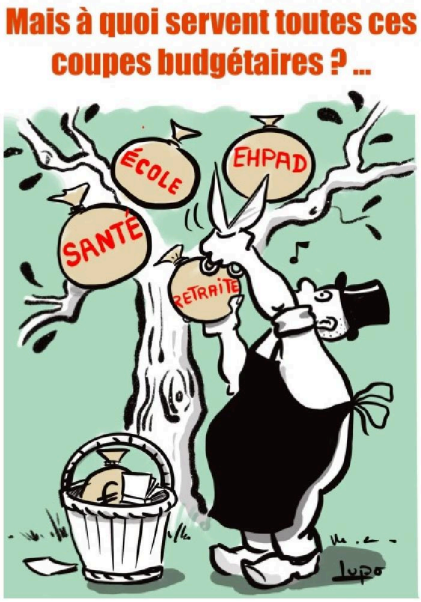
Depuis le début, les ministres cachent les détails du nouveau calcul de l'âge de la pension. L'enjeu pour eux est d'étouffer la colère sociale. Car ils savent que cette colère peut entraîner une mobilisation pour s'opposer à cette offensive.

Les aidants proches privés de revenus

Les aidants proches, c'est plus d'un million de travailleurs, majoritairement des femmes, qui avaient droit légalement à maximum six mois de congé sur leur carrière pour soigner ou aider administrativement un proche ou un membre de la famille. Ils avaient droit, en outre, à des dispenses pour la recherche d'emploi si ils étaient au chômage.

Ce travail, qui représente près de 15 milliards d'euros s'il devait être assuré par des entreprises de service, n'échappe pas,

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.



comme les autres secteurs, aux politiques d'austérité.

Peu importe l'utilité sociale de ces travailleuses et travailleurs pour le ministre de la Santé, Frank Vandenbroucke (Vooruit). Il avait pourtant annoncé, il y a un an, lors des mobilisations syndicales, la création d'un statut spécifique afin que les aidants proches ne soient pas concernés par les exclusions du chômage. Il est finalement revenu sur sa promesse au début du mois de novembre : les aidants proches seront exclus du chômage comme les autres dès le 1er janvier 2027 et, pour beaucoup d'entre eux, n'auront même pas droit à l'aide des CPAS.

Il est déjà révoltant que ce travail, utile à toute la société, et qui représente en moyenne l'équivalent d'un mi-temps, souvent plus, ne soit pas rémunéré dignement.

Une lettre ouverte de l'ASBL Aidants Proches rappelle que le 26 février dernier, lors du vote de la loi de la réforme du chômage, un texte voté en urgence avait gelé l'exclusion des aidants proches jusqu'au 31 décembre. Elle précisait que *« la quasi-unanimité des députés fédéraux s'étaient engagés à mettre en place une solution avant l'échéance fatale »*. Cette association demande de toute urgence un véritable statut social pour les aidants proches et la prolongation du gel des exclusions au-delà du 31 décembre.

CPAS : le nœud coulant se resserre

Le gouvernement fédéral a annoncé aux communes un retard de deux mois pour ses subsides aux CPAS pour le paiement du revenu d'intégration sociale dont il est censé couvrir une part importante. Le service public fédéral aurait un *« problème de liquidité »*.

Pour éviter de laisser des centaines de milliers de personnes dans une situation catastrophique, les communes vont devoir contracter un nouvel emprunt, avec des intérêts bien sûr. Ou devoir laisser des milliers de familles littéralement en proie à la faim ! Pour Mons par exemple, commune déjà sous tutelle financière, c'est un trou de six millions d'euros par mois à financer.

En 2025, le gouvernement a trouvé au moins six milliards d'euros pour subventionner les entreprises (selon les chiffres largement sous-estimés de la FEB), et en vérité beaucoup plus, si on considère toutes les baisses d'impôts dont ont pu profiter les entreprises et leurs grands actionnaires sous ce gouvernement et les gouvernements précédents. Et il est prêt à condamner à avoir faim des centaines de milliers de personnes pour continuer à financer ces cadeaux aux plus riches !

Stigmatiser les pauvres et les immigrés ne loge personne !

La ministre Vooruit Melissa Depraetere vient encore de durcir les conditions imposées aux locataires sociaux en Flandre. Les nouveaux locataires devront désormais atteindre le niveau B1 en néerlandais parlé, et les chômeurs devront *« chercher activement du travail »*, sous peine de sanctions financières.

Bien sûr, il est important d'apprendre la langue de la région où l'on vit. Mais imposer de telles exigences sous peine de sanctions va surtout rendre le logement encore plus compliqué pour les travailleurs migrants, qui vivent souvent dans des conditions particulièrement précaires.

Ce faisant, Vooruit ne résout en rien le manque criant de logements sociaux. Il ne fait que reprendre la démagogie du Vlaams Belang contre les travailleurs étrangers et les chômeurs.

Contre les *« visites domiciliaires »* !

Début novembre, des milliers de personnes ont manifesté dans cinquante villes du pays contre la loi autorisant la police à forcer la porte du domicile de personnes sans papiers et de ceux qui sont soupçonnés de les héberger. Les ministres justifient cette loi en prétendant que cela ne vise que des « *criminels présentant un risque pour la sécurité nationale* ».

Mais les manifestants appelés par la plateforme "*No ICE in Belgium*" (pas d'ICE en Belgique - ICE : la police anti-immigrés de

Trump) ne sont pas dupes. A Mons, une jeune femme portant un keffieh explique : *« Ce type de loi vise toujours une certaine catégorie pour commencer, avant d'être étendue à d'autres. C'est comme cela qu'ils ont préparé la voie aux nazis dans les années '30 »*.

D'autres étudiants, d'origine africaine, ont pris la parole : *« j'ai 17 ans, dans un an, je pourrai être visée par cette loi. Je suis inquiète pour mon avenir. Mais j'ai décidé de me battre, pour moi, mais aussi pour tous ceux qui subissent les injustices de cette société »*.

Si le gouvernement met en avant ce type de loi juste au moment où il se prépare à imposer de nouvelles mesures d'austérité contre tous les travailleurs, ce n'est évidemment pas un hasard. Désigner un bouc émissaire, souvent les étrangers, pour diviser les travailleurs avant de les attaquer, c'est la méthode classique des gouvernements au service de la bourgeoisie riche et privilégiée.


Image LO

Les violences d'extrême droite se multiplient

Attaques contre des logements de migrants en Angleterre, assassinat raciste en France, groupe paramilitaire en Espagne, tuerie par un adepte de l'extrême droite en Pologne,… La montée en puissance des idées nationalistes et racistes, omniprésentes dans tous les médias, ne cesse de provoquer toujours plus de violence.

L'extrême droite tue !

En France, un homme influencé par le Rassemblement National, spectateur de la chaîne télévisée CNews connue pour ses positions racistes, a ouvert le feu à Trappes sur, selon ses mots, *« des Noirs et des Arabes »*, faisant un mort et sept blessés dont une enfant de douze ans. De façon significative, deux jours avant l'attentat, il avait déjà agressé un homme noir, mais lorsque les policiers étaient arrivés, ils avaient d'abord arrêté la personne agressée…

En déversant de la haine raciste, en accusant en boucle les migrants de tous les maux, les politiciens et journalistes d'extrême droite agissent comme provocateurs de tels actes. Le nationalisme, en masquant les oppositions de classe derrière une *« union nationale »*, cherche à détourner la colère contre les étrangers. Et, au plus la misère et la crise vont s'aggraver, au plus les frustrations et la colère accumulée risquent d'exploser contre les boucs émissaires désignés.

Interdire un média comme CNews, en France, comme le propose une pétition qui a déjà récolté un million de signatures, ne fera pas disparaître l'extrême droite et sa propagande. C'est seulement en prenant conscience de leurs intérêts communs à travers des luttes que les travailleurs pourront faire reculer ce poison.



Affiche en hommage à la victime, lors d'une manifestation à Paris

Des groupes fascistes en Espagne

En Espagne, douze membres du groupe Nucleo Nacional (Noyau national) ont été arrêtés avec des armes après s'être entraînés en Ukraine. D'après la police, ils préparaient un *« soulèvement armé »* pour mettre fin à *« l'invasion étrangère »*. Ce groupe d'inspiration néonazie, formé en 2023, rassemble plusieurs centaines de membres. Ils ont organisé des *« chasses aux migrants »*, par exemple dans les Asturies.

L'arrestation d'une partie des membres ne l'empêchera pas de recruter plus largement, en les faisant passer pour des *« martyrs »*. Ce genre de groupe pourrait bien se développer à l'avenir, encouragés par les succès électoraux du parti d'extrême droite Vox. Dans des situations de crise, ils peuvent se multiplier rapidement. Surtout si des patrons commencent à trouver un intérêt à les financer pour les utiliser pour s'attaquer à des manifestants ou à des travailleurs en lutte.

L'État ne nous protégera pas de l'extrême droite

L'aggravation de la crise, en l'absence de luttes des travailleurs, ne peut que renforcer la démoralisation, le repli sur soi, et favoriser les partis et les groupes les plus réactionnaires. Cette montée de l'extrême droite, et la violence qui l'accompagne, ne peut être combattue sur le terrain électoral. Aucun parti, même à gauche, ne peut enrayer la crise du capitalisme, seule la mobilisation des travailleurs en a la force. Et ceux qui prétendent qu'il faudrait compter sur la police ou les tribunaux pour combattre l'extrême droite désarment les travailleurs !

Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour s'organiser et se défendre contre la violence d'extrême droite ! C'est seulement en retrouvant le chemin des luttes, et en dépassant toutes les divisions pour s'unir contre leur ennemi patronal commun que les travailleurs pourront détruire le capitalisme et son cortège de serviteurs réactionnaires et construire un nouveau monde !

Monde du travail

TEC : les chauffeurs du privé ne se laissent pas faire !

Les chauffeurs privés sous-traitants pour les TEC se sont mis en grève plusieurs journées à l'appel des syndicats pour obtenir les mêmes salaires que les chauffeurs embauchés directement par les TEC. Ces chauffeurs de sous-traitants (d'entreprises comme Keolis, Hansea) représentent près de la moitié des chauffeurs TEC et leurs conditions de travail se sont dégradées depuis que le gouvernement wallon de Magnette (PS) avait raccourci la durée des contrats de sous-traitance, augmentant la concurrence entre les entreprises privées.

L'augmentation du recours à la sous-traitance avait été mise en avant par plusieurs politiciens après une série de grèves des chauffeurs TEC en 2013 comme un moyen de diminuer le nombre de grèves. Comme partout, la sous-traitance et la privatisation sont une manière de diviser les travailleurs entre plusieurs entreprises privées, de remettre en question leurs conditions de travail à chaque


Image LO

renouvellement du contrat, et d'enrichir au passage quelques patrons d'entreprises privées. Une division qui est en fait parfois purement artificielle: par exemple plusieurs entreprises sous-traitantes, comme François Lenoir ou Cardona & Deltenre, appartiennent en fait à l'entreprise Keolis, qui emploie elle-même directement des chauffeurs privés TEC.

Cette division sert à imposer une aggravation plus rapide des conditions de travail pour les sous-traitants, avec notamment une intensification du travail, un manque des lieux de pause, un paiement diminué du temps entre deux trajets, des chèques repas moins élevés, ou encore le non remboursement du trajet en voiture jusqu'au lieu de travail.

Mais ces dégradations des conditions de travail sont aussi des raisons supplémentaires de faire grève et de se défendre ! Les chauffeurs sous-traitants le montrent actuellement. Et c'est seulement en dépassant les divisions entre entreprises, mais aussi entre sous-traitants et chauffeurs TEC, entre les différents métiers, et même au-delà des secteurs, que les travailleurs pourront faire reculer leurs patrons !

Malines : décès dans la construction

Un ouvrier ukrainien de 51 ans est décédé sur le chantier du centre culturel de Malines, le 10 novembre. Les circonstances exactes de ce drame restent à établir.



Dans la construction, les accidents du travail sont nombreux. Les grandes multinationales

comme Besix, Jan De Nul ou DEME empochent les gros contrats et les profits, mais délèguent une grande partie des travaux à des sous-traitants. Ceux-ci sous-traitent à leur tour à d'autres entreprises, créant de longues chaînes de sous-traitance.

Au bout de ces chaînes, on retrouve bien souvent des petites sociétés qui emploient des travailleurs précaires, migrants, sans papiers. Ces travailleurs sont contraints d'accepter des emplois mal payés, épuisants et dangereux pour gagner leur vie. La pression patronale de travailler toujours plus vite dans des conditions dangereuses génère inévitablement des accidents.

Fermeture de Vynova : 600 emplois supprimés

Les 600 travailleurs de l'entreprise Vynova Belgium à Tessenderlo-Ham (Limbourg), une entreprise chimique qui produit du PVC, ont appris la mise en faillite de leur société et donc la perte de leurs emplois. Cela entraîne la mise en faillite de Vynova à Mazingarbe en France et ses 125 salariés. Et cela sans compter les emplois en sous-traitance.

L'entreprise belge a pourtant été très rentable jusqu'en 2023, en versant notamment 160 millions d'euros de dividendes en 2021-2022. Elle a également reçu des dizaines de millions d'euros d'argent public.

La société mère ICIG (International Chemical Investors Group), basée en Allemagne, a elle-même fait des bénéfices mirobolants, jusqu'à 1,5 milliards en 2022 suite à la revente d'une de ses filiales !

Les bénéfices de ces entreprises ont été créés par les travailleurs et il n'y a aucune raison que ce soient eux qui paient la faillite ! Mais pour aller chercher l'argent dans la poche des actionnaires, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres luttes, et devront se mobiliser, par exemple avec les travailleurs de l'entreprise Vynova à Beek (Pays-Bas), et à Mazingarbe (France) menacées elles aussi de fermeture.

Une politique syndicale désastreuse...

17 novembre : la Fédération des étudiants francophones appelle à manifester à Bruxelles, soutenue par un préavis de la FGTB.

Pendant ce temps, des dirigeants syndicaux de la CGSP enseignement excluent les délégués jugés trop militants et reprochent à Mars Attacks de les « *avoir contraints à vider leur caisse de grève* » ! C'est avouer que lorsque la CGSP appelait à la grève au printemps dernier, ce n'était pas pour renforcer les profs, c'était pour contrôler leur mouvement !



18 novembre : Après une mobilisation en Région bruxelloise le 13 novembre, les syndicats des administrations locales appellent à manifester à Namur contre les milliers de suppressions d'emplois que prépare le gouvernement wallon. La suppression des provinces en 2030, la réduction de 25% des subventions aux emplois APE dont dépendent les deux tiers du personnel communal en Wallonie vont provoquer une vague de licenciements équivalente à plusieurs Audi-Brussel (11.000 emplois selon La Libre).

Une politique d'autant plus crapuleuse que les gouvernements mettent la pression maximum pour exclure du chômage ceux qui perdent leur travail et leur barrer l'accès au RIS.

Mais diriger la colère des travailleurs contre le gouvernement MR-Engagés, c'est aussi une manœuvre pour disculper

les bourgmestres PS qui signeront les C4. Voilà où mène la politique de gestion de cette société capitaliste : être les auxiliaires de l'austérité.

Eh bien les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de s'opposer à tous ceux, de gauche comme de droite, qui détruisent leur emploi pour satisfaire les marchés financiers !

23 novembre : à Bruxelles, à nouveau, le front commun syndical appelle à manifester *« pour l'emploi, l'enseignement, la sécurité sociale, le climat… ».* On pourrait ajouter *« et la paix dans le monde* », mais le problème est qu'aucun de ces objectifs n'est accessible sans que les travailleurs renversent le capitalisme et prennent le pouvoir. Mais les dirigeants syndicaux se gardent bien de proposer une telle perspective aux dizaines de milliers de travailleurs confrontés aux licenciement dans les entreprises et les administrations ! Leur seul horizon, surtout pour la FGTB, c'est le retour du PS au gouvernement.

Les gouvernements et les patrons n'ont peur que d'une chose, c'est que la révolte de la jeunesse s'étende à leurs parents dans les entreprises, là où ils créent la richesse que s'accaparent les milliardaires !

Les directions syndicales dispersent les grèves et les mobilisations plus efficacement que la police ! Bien sûr, les travailleurs ne sont pas dupes et la méfiance vis-à-vis des directions syndicales freine la mobilisation. Mais la révolte finira par rentrer dans les entreprises et les travailleurs apprendront à contrôler et organiser eux-mêmes leurs propres luttes.

… au service du PS…

Paul Magnette, déclare en novembre 2026 : *« Au Parti socialiste, tout le monde a compris qu'après les prochaines élections, la N-VA sera incontournable »*. Après avoir averti que le PS ne reviendrait pas sur la réforme du chômage s'il revenait au gouvernement, le voilà qui prépare l'opinion à une possible coalition avec la N-VA, alors que le PS défendait depuis des années que la N-VA n'était pas fréquentable.

Pour justifier leur revirement, les dirigeants socialistes francophones répondent à leurs militants en rendant responsables *« les Flamands »* qui votent pour le Vlaams Belang et les nationalistes flamands de la N-VA.

Mais si, dans le prochain gouvernement, les ministres PS cautionnent de nouveaux reculs catastrophiques imposés aux travailleurs et à la population sous la pression des patrons, ce sera un boulevard pour les idées d'extrême droite, y compris à Bruxelles et en Wallonie !

En s'appuyant sur les syndicats pour convaincre les travailleurs que la seule solution et de *« bien voter aux prochaines élections »*, les dirigeants du PS les enferment dans une impasse.

… loyal gérant du capitalisme

Le PS ne veut pas changer la société, il propose seulement de gérer le capitalisme de façon *« plus humaine »*. Mais dans un monde ravagé par la course au profit qui aggrave les inégalités, le chaos et les guerres, il n'y a pas de gestion humaine possible !

Pendant des décennies, la gestion *« humaine »* dans les pays riches – dont la Belgique – s'appuyait sur la surexploitation des anciennes colonies. Mais en période de crise, dans une concurrence exacerbée, pour maintenir leurs profits, les capitalistes s'en prennent aussi au niveau de vie de leur propre population, travailleurs et petite bourgeoisie comprise.

Echos des bullentins d'entreprises

Colruyt - Dassenveld

On n'est pas des citrons !

Préparer des commandes toute la journée, c'est déjà un travail pénible. Avec les objectifs de prestations qui nous poussent sans cesse à accélérer, ça l'est encore plus.

Mais apparemment, ce n'était pas suffisant : maintenant, les LV (responsables logistiques) viennent constamment nous mettre la pression sur nos temps de prestation !

Ils organisent un concours du boulot le plus pénible de Belgique ou quoi ?



Saint-Nicolas ou Saint-Picsou ?

Saint-Nicolas est passé chez Colruyt ! Mais vu le cadeau ridicule qu'on a reçu, un chèque de 35 € utilisable dans quelques enseignes du groupe, il a dû confier sa hotte à la direction ! Elle a gardé le gros du butin et ne nous a laissé que quelques miettes de spéculoos…

Et même ces miettes, il faut les dépenser chez Colruyt !

La santé selon Picsou

Sur les écrans dans les couloirs, la direction nous distribue ses bons conseils pour la santé. Comment bien dormir, bien manger, bien se reposer…

Pour une direction qui impose le travail de nuit, les horaires à pauses, des pauses ridiculement courtes, la pression sur les chiffres et des salaires trop bas, il faut oser !

Pas besoin de la direction pour savoir ce qui serait bon pour notre santé: plus de temps libre, de meilleurs salaires et moins de prestations !

La liberté de dire… non!

La semaine passée, après une mauvaise manipulation, l'alarme incendie s'est déclenchée et on a dû passer une heure dehors. Pour « *rattraper* », la direction a demandé « *aux volontaires* » de rester travailler jusqu'à 23h.



« *Volontaire* », bien sûr ! Mais quand on est intérimaire, nouveau ou qu'on craint pour son emploi, une « *demande* » de la direction ressemble furieusement à un ordre.

Et si on était nombreux à refuser, elle ferait quoi, la direction ?

Diplomatie premier prix

Alors que des collègues et ex-collègues racontent leur expérience d'exploitation sur les réseaux sociaux, la direction voudrait nous faire taire : « *Vous êtes des ambassadeurs de Colruyt !* »

Ah bon ? Quand on aura le salaire d'un ambassadeur, la voiture et la résidence de fonction, on pourra en reparler !

International

Pays-Bas : les bisbilles budgétaires masquent l'austérité

Aux Pays-Bas, le gouvernement de centre-droit du Premier ministre Rob Jetten (D66), au pouvoir depuis neuf mois, a failli chuter sur les négociations budgétaires. Minoritaire dans les parlements, il doit chercher des soutiens auprès de l'opposition pour faire adopter son budget.

Les partis D66 (libéral) et CDA (chrétien-démocrate) ont ainsi conclu un accord avec les partis d'opposition PRO (centre-gauche et écologistes) et Volt (social-libéral), au grand mécontentement du VVD (droite libérale), pourtant membre du gouvernement. Ce dernier s'oppose à l'augmentation des impôts sur les grands patrimoines et menaçait de faire chuter le gouvernement.

Cette dramatisation budgétaire portait en particulier sur une hausse d'impôts dérisoire sur les plus riches censée rapporter 221 millions d'euros – à peine 0,04 % du budget de l'État !

Derrière cette querelle, tous les partis s'accordent pour imposer l'austérité aux travailleurs. Selon le SP (gauche), les hausses d'impôts sur les revenus du travail atteindront 6,5 milliards d'euros à terme. Le gouvernement a également instauré une « *contribution à la liberté* » (*vrijheidsbijdrage*) pour financer la hausse des dépenses militaires, en augmentant la pression fiscale sur les travailleurs. En plus, le coût des soins de santé augmente et certaines déductions fiscales pour frais médicaux sont réduites.

Dans le même temps, les grandes entreprises néerlandaises comme ASML, ING, Ahold Delhaize et Rabobank ont réalisé à elles seules plus de 23 milliards d'euros de profits en 2025.

Aux Pays-Bas aussi, l'austérité est imposée aux travailleurs pendant que les profits augmentent.

Espagne et Portugal: manifestations contre la crise du logement

Le 23 septembre, la ville de Madrid a été le théâtre d'affrontements entre la police et des manifestants qui tentaient d'empêcher l'expulsion de Maricarmen, Madrilène de 87 ans et physiquement très fragile. L'expulsion a eu lieu après que son propriétaire lui a imposé un nouveau contrat locatif, qui augmentait de 275 % le loyer qu'elle devait payer pour l'appartement où elle avait vécu pendant 70 ans ! Expulsée de son appartement et transportée en civière jusqu'à l'hôpital. Maricarmen mourait deux semaines plus tard.

Dans toute l'Espagne, le cas de Maricarmen a inspiré des centaines de milliers de personnes à protester contre la crise du logement. À la suite de ces manifestations, des dizaines de milliers de personnes ont installé des campements et ont organisé des comités de quartier à Madrid, Barcelone et dans des dizaines d'autres villes espagnoles. Les manifestants réclamaient notamment l'adoption de décrets visant la suspension des expulsions sans solution de relogement, des contrats de location à durée indéterminée et le gel des loyers.

Le gouvernement de Sánchez, pourtant qualifié de « *social* » et « *progressiste* » par la gauche, n'a pas empêché que la police réponde par de violentes charges. Voyant que les campements tenaient bons, voire s'étendaient, le gouvernement a rédigé deux décrets sur le logement plus favorables aux locataires. Le rejet de ceux-ci au Congrès a donné le prétexte à Sánchez de convoquer des élections anticipées pour le 29 novembre, une manière de tenter de sortir le mouvement de la rue pour le placer sur le terrain électoral. A un moment où la droite, apparemment alliée à l'extrême droite, apparaît comme favorite.



Lisbonne, Place D. Pedro IV, Campement contre la crise du logement

Au cours de la campagne électorale et après la tragédie ferroviaire d'Urda (Tolède) du 28 octobre qui a dominé l'actualité espagnole, le campement de Madrid a été démantelé violemment par la police le 3 novembre. La perspective des élections a servi à démobiliser ceux qui, en Espagne, protestent contre la crise du logement.

Peu importe que la droite ou la gauche remporte les prochaines élections, les bailleurs continueront à faire augmenter les loyers et il y aura sûrement d'autres Maricarmen !

La colère s'étend au Portugal

Comme la crise du logement, la contestation se fait également sentir au-delà de la frontière espagnole. Dans les principales villes portugaises, Lisbonne et Porto, les bas salaires ne suffisent même plus à couvrir le loyer moyen. À Lisbonne notamment, le salaire minimum (environ 818 euros nets) est très inférieur au loyer moyen d'un appartement une pièce (environ 1.450 euros par mois). En réponse à cet écart béant, la seule réponse du gouvernement est d'offrir des réductions fiscales aux propriétaires bailleurs pratiquant des « *loyers modérés* » allant jusqu'à… 2.300 euros par mois !

Comme en Espagne, des milliers de manifestants ont installé des campements, d'abord à Porto puis à Lisbonne, pour dénoncer cette crise. Le premier ministre portugais n'a eu à offrir que son mépris en traitant les manifestants d'« *égoïstes* » et en envoyant des charges policières violentes, qui ont fait des dizaines de blessés.

Cependant, jusqu'à présent, la violence employée par la police contre les manifestants au Portugal n'a fait qu'accroître la contestation, ainsi que la popularité des campements. À Lisbonne, la vague de soutien aux

campements a conduit la police à mettre en place une campagne pour verbaliser les conducteurs qui klaxonnaient en signe de soutien en passant devant le campement. Parallèlement, le maire de Lisbonne essaie lui aussi de tourner la population contre les manifestants. Il fait campagne pour démanteler le campement sous prétexte qu'il occupe la place où se tient chaque année (depuis 2015) le marché de Noël de la ville. Selon lui, *« on ne peut pas enlever Noël aux familles »*. Pourtant, leur enlever le logement, cela, on le peut.

Grève ibérique du 11 novembre

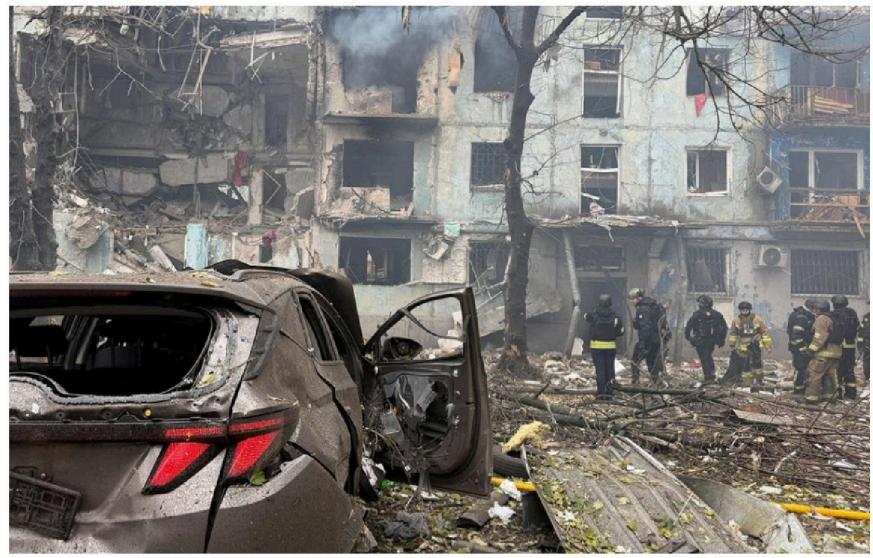
Tant en Espagne qu'au Portugal, un appel à une grève générale commune à l'Espagne et au Portugal s'est rapidement propagé dans les campements. Du côté espagnol, le Syndicat des locataires, avec les deux plus grands syndicats espagnols (UGT et CCOO) et d'autres organisations, a convoqué une grève générale pour le 11 novembre, qui a été suivie par des millions de travailleurs.

La CGTP, syndicat portugais largement sous l'influence du Parti communiste portugais (stalinien), craignant de se faire dépasser, a écarté cette possibilité, optant pour la convocation de manifestations nationales sous le slogan « *Un nouveau cap pour le Portugal* ».

Pour lutter contre la crise du logement, il faudra que les travailleurs du monde entier se débarrassent des illusions de « *nouveaux caps* » ou de « *bons gouvernements* », et s'unissent dans une lutte internationale contre les capitalistes.

Russie-Ukraine : pendant les négociations, la guerre continue

Le 10 novembre, de nouvelles *« négociations »* sur la guerre en Ukraine se sont tenues à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis. Autour de la table : des délégations russe et ukrainienne, mais aussi des émissaires américains. Car derrière les discours sur la *« paix »*, la « *sécurité* » et les « *mesures humanitaires* », ce sont bien des discussions froides sur l'accès aux ressources et l'exploitation des minerais qui se jouent. Si les États-Unis sont autour de la table, c'est uniquement pour défendre les intérêts de leurs entreprises dans cette région du monde, et leur donner un accès privilégié aux ressources de l'Ukraine, mais aussi de la Russie.



Et si une délégation européenne, française, britannique et allemande, pleure pour avoir elle aussi sa place à la table, ce n'est pas davantage pour des raisons humanitaires. Ces pays veulent leur part du gâteau : le marché de la reconstruction de l'Ukraine, estimé à environ 500 milliards de dollars. Et ils veulent que leurs capitalistes puissent, eux aussi, exploiter les ressources minières et agricoles du pays.

Sur le terrain, la guerre continue. Elle dure depuis quatre ans et demi et aurait fait plus de deux millions de soldats tués, blessés ou disparus, russes et ukrainiens confondus. À ces hommes tombés au front s'ajoutent les victimes civiles. Et depuis cet été, leur nombre augmente fortement : les deux camps bombardent de façon massive et systématique les villes de l'adversaire, leurs habitants, leurs zones commerciales, leurs gares, leurs entreprises et ceux qui y travaillent.

Pour les peuples russe et ukrainien, la seule manière d'imposer une paix durable sera de renverser cette société à la base de ces guerres.

Suivez nous sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique
Email:contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be